

LA CRISE MON ENTREPRISE ET MOI

Sommaire

Édito 2

Dossier La crise, mon entreprise et moi 4

Argumentaire Crise financière 5

Une crise qui nous dépasse ? 8

AAA sommes-nous des andouillettes ? 10

Les indignés : L'insurrection pacifique 15

Conseil central 19

ÉDITO



L'Europe malade des marchés financiers Et de son système libéral

Qui aura le meilleur plan de rigueur pour ne pas être coulé par les marchés financiers ?

La Grèce ? au bord de l'implosion sociale et du torpillage financier pour au minima une décennie ;

L'Espagne ? avec ses trois millions de chômeurs, sa crise immobilière, une note des agences de notation à la baisse et un avenir incertain pour une jeunesse dépitée et indignée ;

L'Italie ? avec ses 1843 milliards de déficit détenus majoritairement par les banques françaises, dont un nouveau président du conseil très technique remplace un Silvio Berlusconi déchu ;

Ou **la France ?** au triple A menacé à court terme et son plan de rigueur gouvernemental.

L'économie française marque le pas ; la consommation des ménages ralentit, le chômage repart à la hausse tout comme les inégalités ; les revenus ne progressent pas... et tout ça en pleine période électorale.

Parlons-en de cette période électorale ! Le symétal se livrera lui aussi à l'examen du bilan de Nicolas Sarkozy et de son gou-

vernement. Jamais président n'aura endetté le pays aussi fortement et en aussi peu de temps. Les cadeaux aux riches copains auront creusés les inégalités, surtout par rapport à la classe moyenne. Les Bantancourt et autres Dassault n'auront jamais été aussi peu fiscalisés. La finance elle aussi ne cesse de se gaver comme par exemple le cas de Baudoin Prot, directeur général de BNP Paribas. Ce dernier s'est vu attribuer en 2011 un bonus cinq fois supérieur à son fixe soit au total 6,2 millions d'euros soit pas moins de 4 siècles de smic ! Quid des promesses de Nicolas Sarkozy au niveau international sur de nouvelles règles de rémunération de la finance ? Aucun changement : le patron de Goldman Sachs empoche ses 12,6 M\$. La droite aura creusé les inégalités sans jamais proposer la moindre vision d'une nouvelle société.

C'est pour cela que le 14 décembre nous nous retrouverons dès 9H à Massy pour un Conseil Central sur le thème "la crise, mon entreprise et moi" avec l'intervention de Jacques BASS, économiste, et de Pascal JOURDE, animateur du débat, durant lequel trois petits films tournés dans les sections du Symétal seront projetés.

Aussi, nous vous attendons nombreux à ce Conseil Central, et vous invitons dores et déjà à vous imprégner du contenu du dossier publié dans ce numéro afin de mieux préparer les débats.

Michel Fourgeaud
Secrétaire Général



Paru avec un peu de retard, l'Action Métaux N°12 porte le bilan du deuxième congrès du Symétal CFDT Sud Francilien.

Rassemblant les différentes interventions, les résultats des votes, il présente surtout la résolution générale, ensemble des textes qui régiront notre syndicat jusqu'au prochain congrès.

N'hésitez pas à consulter ce numéro en libre accès -comme tous les autres- sur notre site internet, onglet *publication* :

www.symetalcfdtf.fr

Directeur de publication : Michel Fourgeaud,
directeur de la rédaction : Gérard Mantoan
rédacteur en chef : Pascal Jourde
conception et réalisation : Thibaut Doumergue
sources documentaires : Symétal CFDT Sud Francilien
Imprimeur : Copie Clean 91300 Massy
Dépôt légal : décembre 2011
tirage : 450 exemplaires
reproduction interdite sans accord écrit de l'éditeur

Agenda des Conseils 2012



CONSEILS LOCAUX

de 9 h 00 à 12 h 00
BOULOGNE 26 janvier
12 avril

de 9 h 00 à 12 h 30
CRETEIL 23 janvier
2 avril

de 9 h 00 à 12 h 30
EVRY 19 janvier
5 avril

de 9 h 00 à 12 h 00
MASSY 18 janvier
4 avril

de 9 h 30 à 12 h 30
TRAPPES 24 janvier
28 février
20 mars

CONSEIL CENTRAL
de 9 h 00 à 16 h 00 (buffet offert)
20 Juin

AG de l'UPSM

Synthèse de l'intervention du SYMETAL Sud Francilien

Le 20 octobre dernier, l'UPSM a tenu son Assemblée Générale à laquelle une délégation du Symétal a participé.

Dans son intervention, Michel Fourgeaud a choisi résolument de faire abstraction du passé, préférant s'inscrire dans une réflexion sur notre avenir, celui des syndicats de la métallurgie parisienne, de l'UPSM et de notre place au sein de la CFDT.

Il a rappelé la nécessité de regroupement de syndicats comme le nôtre, pour faire face à la grande fai-

blesse de nombre d'entre eux, solution préférable à une mise sous tutelle de fait par les Unions Mines-Métaux.

A un an de l'AG confédérale, Michel a exprimé la déception du Symétal quant aux premiers résultats de la mise en place par la Confédération du syndicalisme de proximité préconisé par le rapport "Osons le changement". Le syndicalisme de proximité vu par le Symétal consisterait à donner aux syndicats les moyens de renforcer UL et UD, tout le contraire des choix confédéraux.

Le Symétal ne peut que s'inquiéter des discours contradictoires de François Chérèque et Laurent Berger au sujet de la charte financière. Le Symétal analyse la modification de la charte comme le muselage de l'influence des gros syndicats et la vassalisation des autres.

Après un début de mandature tempétueux, l'exécutif de l'UPSM a su pacifier le débat. Aussi, le Symétal a voté la reconduction de Marie-Hélène Tiné.





DOSSIER LA CRISE



La crise, mon entreprise et moi

Argumentaire crise financière

Une crise qui nous dépasse ?

Sommes-nous des andouillettes ?

Indignés insurrection pacifique

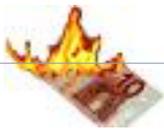
La crise, mon entreprise et moi...

Les syndicalistes métallos d'aujourd'hui sont les enfants des "trente glorieuses" mais les acteurs des "trente piteuses". Nous avons reçu l'héritage de l'expérience des conquêtes sociales (les batailles de 36, de la libération, 68 et l'espérance de 81) mais nous avons passé notre temps à gérer les crises qui depuis les années 80 vident les effectifs de notre branche d'activité. La plupart de nos combats se sont situés en résistance. Même les 35 heures se sont faites pour le partage de l'emploi et non pour le droit aux loisirs (revendication des années 70).

La crise dans la métallurgie, nous ne la connaissons que trop bien. Nous avons été témoins ou acteurs de la désindustrialisation de notre pays, de la fin des grands producteurs automobiles, de l'agonie de la téléphonie ou de la filière électronique, des plans sociaux suite aux délocalisations, etc. Nous sommes la génération de ceux qui ont intégré le risque du licenciement et du chômage dans notre vie professionnelle, de l'évolution faible, de la stagnation, voire de la régression du pouvoir d'achat. Beaucoup d'entre nous maîtrisent, pour l'avoir vécu, les plans sociaux. Nous sommes les parents des enfants de la "génération crise" pour qui le mot précarité est une condition de vie.

La crise, nous en connaissons les conséquences, ce qui ne nous empêche pas d'être inquiets à chaque nouveau soubresaut, trouvant le prochain toujours plus dangereux car il enlève encore plus de nos repères sociaux, de nos droits, de notre niveau de vie, de notre qualité de vie au travail et à l'extérieur, de notre avenir enfin... C'est pourquoi il est apparu important au Symétal CFDT Sud Francilien de regarder ensemble cette nouvelle excoissance de la crise de 2008, d'essayer d'en comprendre les mécanismes, d'en appréhender les retombées, et -et surtout parce que nous sommes à la CFDT- de proposer des méthodes pour rester solidaire dans les combats à venir, des solutions alternatives aux réponses des économistes, des industriels ou des politiques.

Tout d'abord depuis 2008, nous sommes dans une crise financière, pas une nouvelle crise énergétique comme la crise pétrolière qui a mis fin aux trente glorieuses ou à celles des matières premières (métaux et autres) pas une crise de compétitivité issue d'une concurrence étrangère (elle existe toujours et de plus en plus agressivement de la part des pays émergents), mais une crise spéculative produite par un système économique incontrôlable qui se rajoute aux autres crises. Une crise qui joue sur la richesse produite par d'autres sans valeur ajoutée de la part de ceux qui en profitent. Une crise encore plus amoral que les autres.



Argumentaire : Crise financière

Depuis septembre 2008, la crise financière s'installe dans le quotidien des Français.

La CFDT fustige depuis longtemps les dérives du capitalisme financier et ses conséquences sur l'emploi. Les textes des Congrès de Lille puis de Grenoble, dénoncent notamment les exigences de rentabilité financière des actionnaires, intenable sur le long terme car en complète déconnexion avec les performances de l'économie réelle et sans autre perspective que la rentabilité à court terme.

Scénario de la crise : Des racines aux effets de contagion

Comment en est-on arrivé là : La crise financière de l'automne 2008 remonte à la crise des crédits subprimes qui s'est déclenchée en août 2007. Ces crédits ont permis à des millions de ménages américains d'acheter leur maison en l'hypothéquant. Et ces créances des banques ont été "vendues" entre banques créant ainsi une "bulle financière"... qui a explosé. En effet, dès la chute du marché immobilier américain, la perte de valeur de ces créances - le prix des maisons avait baissé - les premières secousses boursières se sont produites. Mais pour bien comprendre cette crise, il faut en chercher les causes dans le mode de développement économique issu des années 90. Le scénario de la crise financière s'écrit en 3 actes. Il s'inscrit d'abord dans un contexte d'économie d'endettement et de libéralisation financière. Son élément déclencheur est, en 2007, la crise des subprimes. Enfin, des mécanismes d'enchaînements et de contagion disséminent la crise à l'ensemble de la sphère financière, puis à l'économie réelle en 2008.

Comment en est-on arrivé là ?

ACTE 1 Economie d'endettement et libéralisation financière

Les années 90 : Parmi les racines profondes de la crise, deux éléments du contexte économique jouent un rôle majeur dès les années 90, surtout aux États-Unis :

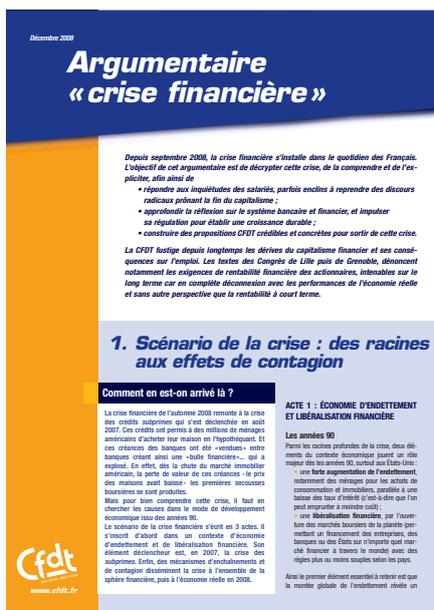
- une forte augmentation de l'endettement, notamment des ménages pour les achats de consommation et immobiliers, parallèle à une baisse des taux d'intérêt (c'est-à-dire que l'on peut emprunter à moindre coût) ;
- une libéralisation financière, par l'ouverture des marchés boursiers de la planète (permettant un financement des entreprises, des banques ou des États sur n'importe quel marché financier à travers le monde) avec des règles plus ou moins souples selon les pays.

devient dès lors le moteur principal de la croissance. Dont les excès vont être à l'origine d'un véritable cercle vicieux...

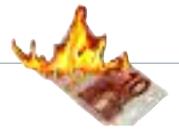
Les événements de 2001 Aux États-Unis, en 2001, la crise des valeurs de l'économie numérique (éclatement de la " bulle Internet") et les attentats du 11 septembre provoquent un ralentissement économique important et la chute de la Bourse américaine. Pour relancer la croissance en incitant à la consommation et l'investissement, la Banque centrale américaine (Fed) abaisse notamment ses taux d'intérêt, les maintenant volontairement sur plusieurs années à un faible niveau. Comme le marché boursier des actions est risqué, les liquidités sont alors placées sur des actifs a priori plus sûrs, comme l'immobilier.

2001- 2006 : la "bulle immobilière" Entre 2001 et 2006, toujours aux États-Unis, l'immobilier devient ainsi un secteur spéculatif. Les prix des biens augmentent très fortement, bien au-delà des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et de l'inflation (de plus de 80% à Los Angeles ou à Washington). Cette "bulle immobilière" est encouragée par une politique publique en faveur de l'accès à la propriété. Si les premiers ménages qui accèdent à la propriété ont de bons revenus bénéficiant de prêts aux taux préférentiels du marché, ou prime rate), la machine américaine s'emballerait rapidement.

Cette frénésie d'endettement (le taux d'endettement des ménages américains est aujourd'hui de 140% de leur revenu) va jusqu'à tenter de solvabiliser des personnes non solvables : les "crédits subprimes" sont inventés. Les institutions de crédit américaines sont soumises à des contraintes réglementaires moins fortes que les banques de dépôt. Elles peuvent donc fonder leur activité



Ainsi le premier élément essentiel à retenir est que la montée globale de l'endettement révèle un mode particulier de financement de l'économie. La faible augmentation des salaires réels pousse les ménages à s'endetter pour consommer, consommation qui



sur l'illusion qu'il est possible de prêter sans tenir compte des revenus réels des emprunteurs, spéculant sur la hausse de la valeur du bien immobilier hypothéqué. Courtiers et banques prêtent à des ménages peu solvables, sans aucun plancher de ressources, à taux variables et élevés. Même si les remboursements sont faibles les premières années et n'augmenteront que plus tard. En cas de défaut de paiement, ces institutions de crédit pourront même revendre les maisons en réalisant une plus-value.

Parallèlement, avec la libéralisation des marchés financiers et le développement de nouveaux produits financiers, les banques promeuvent de nouveaux systèmes de gestion des risques. Elles adoptent le modèle "créer de la dette et la distribuer" (originate and distribute). Les institutions de crédit immobilières américaines peuvent donc diluer les risques majeurs inhérents aux crédits subprimes en transformant ces créances de long terme en titres négociables à court terme : c'est la titrisation.

ACTE 2

La bulle immobilière éclate, la crise atteint les banques

L'histoire s'accélère : La flambée des prix de l'immobilier et des matières premières fait remonter l'inflation. Jusqu'alors maintenus à un niveau faible pour soutenir la croissance, la Fed passe les taux d'intérêt américains de 1 à plus de 5% entre 2004 et 2006. Conséquence : les ménages américains les plus fragiles connaissent rapidement des difficultés pour rembourser leurs crédits, en particulier immobiliers, à taux variables. À l'été 2007, le taux de non remboursement des crédits subprimes dépasse 15% ! Avec l'éclatement de la "bulle immobilière", une grande partie des particuliers ne peut plus faire face à son endettement, c'est le départ de la crise.

Les banques détentrices des subprimes font alors saisir les biens immobiliers hypothéqués des

emprunteurs. Les conséquences sociales sont dramatiques: des centaines de milliers d'Américains sont expulsés. Et parce que de très nombreux biens immobiliers sont remis en même temps sur le marché, les prix chutent au-dessous du prix d'achat initial apporté en garantie aux établissements de crédit. Ceux-ci doivent enregistrer de fortes pertes financières (revente des biens à perte) qui déprécient les actifs bancaires et fragilisent les banques.

Pour avoir souscrit des titres complexes composés en partie de subprimes, subitement et en cascade, de nombreuses banques, et pas seulement américaines, se retrouvent en difficulté lorsque le marché de l'immobilier américain s'effondre. Et la crise immobilière, qui aurait pu être contenue au sein des États-Unis, se répand à l'échelle de la planète à cause de la titrisation. Compte tenu de la fragilité du système financier, tôt ou tard, un autre détonateur que les subprimes aurait aussi bien pu provoquer la crise.

Le calendrier "catastrophe" Août 2007, les parties subprimes des créances mélangées (SIV) se révèlent non fiables. Les banques et les investisseurs du monde entier, ayant acheté des titres SIV complexes avec une part subprime disséminée, ont des difficultés à identifier leurs pertes. Au final, ces titres n'ont plus de prix car on ne connaît pas l'ampleur des crédits non solvables qui les composent.

Du coup, tout au long de l'hiver 2007-2008, le marché monétaire se bloque à plusieurs reprises : les banques ne se font plus confiance et estiment risqué de se prêter de l'argent. Les prêts interbancaires se tarissent, ce qui fait "exploser" le taux d'intérêt interbancaire : on parle de crise de liquidité. Les banques ne peuvent alors plus faire face à leurs engagements. De plus, les titres SIV perdent de leur valeur, déséquilibrent le bilan des banques, qui sont obligées de se refinancer :

➤ soit auprès de l'État (Northern

Rock nationalisée au Royaume-Uni),

- soit auprès d'autres banques (Bear Stearns rachetée par JP Morgan à Wall Street, Société Générale auprès de banques américaines),
- soit auprès de fonds souverains (UBS en Suisse).

Les banques centrales sont obligées de réagir en injectant des liquidités dans le marché monétaire. Ce qui donne lieu à des opérations de refinancement des banques coordonnées entre la Banque centrale européenne (BCE), la Fed et la Banque d'Angleterre (BoE). Elles abaissent aussi leur taux d'intérêt directeur de manière concertée et participent aux plans de sauvetage des premières banques touchées. Ces actions sont salvatrices : elles aident les marchés à éviter le risque systémique, c'est-à-dire la crise de confiance entre les banques et l'écroulement du système bancaire. Mais cela ne suffit pas...

Septembre 2008, Lehman Brothers fait faillite. Les pertes accumulées rendent ses fonds propres insuffisants. Si une aussi grande banque d'affaires peut s'écrouler, pourquoi les autres banques ne seraient-elles pas touchées ? On assiste à un blocage quasi total du marché interbancaire, d'autant plus que les autorités américaines refusent de porter secours à Lehman Brothers. Les banques ne se font plus confiance, et le marché des prêts entre banques ne fonctionne plus. Les taux sur ce marché augmentent de nouveau très rapidement. Les banques centrales injectent alors des sommes à court terme. Mais cela ne suffit pas davantage à débloquer le marché...

Fin septembre 2008, seule l'intervention des États va éviter l'écroulement de tout le système bancaire international. Les États se portent alors garants des emprunts bancaires et entrent au capital des banques, allant jusqu'à les nationaliser. Le premier pays à le faire est le Royaume-Uni. Les États-Unis, la



France, ainsi que l'Allemagne suivent, comme la plupart des pays développés. Entretemps, les banques restreignent le crédit aux particuliers et aux entreprises.

Les cours des banques plongent en Bourse. Les produits structurés perdent toute liquidité sur les marchés et deviennent invendables. Pour se refaire, les fonds d'investissement revendent des actions en Bourse, ce qui accroît la chute des cours. Comme le marché anticipe une forte répercussion de la crise sur le financement de l'économie ("anticipations auto-réalisatrices"), les investisseurs vendent aussi des actions. Ce qui accélère la chute des cours boursiers et la solvabilité même des banques (même celles non affectées par les subprimes) : la crise des liquidités se double d'une crise de solvabilité.

Qu'est-ce qu'on voit ? D'un petit segment défaillant du marché immobilier américain se déclenche une crise mondiale majeure, par le biais de mécanismes d'enchaînements et de contagion qui ne se limitent malheureusement pas à la sphère financière et bancaire, mais atteignent désormais l'économie réelle. C'est le troisième acte de la crise.

ACTE 3

La crise financière devient économique & sociale

Les voies de transmission possibles de cette crise à l'économie réelle sont nombreuses. La principale serait une politique de crédit limitative du système bancaire mondial (credit crunch), obligé de récupérer dans le bilan des banques une large partie des produits de titrisation qui étaient hors bilan. Tout l'enjeu est donc de savoir si les banques restreindront le crédit à la consommation, à l'immobilier et à l'investissement des entreprises. Si c'est le cas, le ralentissement économique touchera vraisemblablement l'ensemble des économies occidentales.

Ce risque est aujourd'hui avéré : les entreprises de l'économie réelle

voient leur marché se restreindre, comme dans le secteur automobile. Cela les amène à se restructurer et licencier des personnels. Ce qui aggrave encore la crise économique.

Au niveau mondial Alors que la titrisation a été l'un des moyens essentiels de financement du déficit commercial américain, c'est-à-dire de la consommation américaine, son utilisation devrait ralentir.

Si les Etats-Unis voient leur croissance diminuer, celle des pays émergents pourrait en faire de même. Moins de consommation américaine, c'est moins d'exportations asiatiques. Ce qui implique un ralentissement mondial : les dernières prévisions font état d'une croissance mondiale de 3,7 % au lieu des 5 % prévus.

Les économies émergentes, pour l'instant peu atteintes, sont-elles condamnées à subir le même sort, ou vont-elles au contraire résister ?

En France Cette crise accentue un contexte économique national déjà morose, marqué par le retournement de l'immobilier et la baisse des exportations avant même les effets de la crise financière. Les dernières données de la Banque de France en matière de crédit ne sont guère rassurantes. La restriction du crédit a déjà des conséquences sur l'activité et le développement des entreprises, particulièrement des petites et moyennes qui souvent financent par l'endettement leur activité quotidienne et leur investissement. Il en va donc de la survie de ces entreprises, entraînées dans un cercle vicieux : problèmes de trésorerie, accès plus ardu au crédit bancaire, frein à l'investissement, faiblesse de la demande, restructurations et conséquences sur l'emploi.

Les prévisions de croissance pour 2009 sont d'ailleurs faibles. La situation de l'emploi, qui s'est déjà aggravée depuis le printemps 2008, risque encore de se dégrader fortement. Croissance du chômage, distribution plus faible des revenus, et accès limité au crédit se traduiront par une forte diminution de la consommation.

Le principal moteur de la croissance française de ces dernières années ne sera donc plus alimenté.

En France, la fragilité du tissu productif rend la situation plus tendue que dans d'autres pays : faiblesse de l'autofinancement des entreprises, besoin d'une montée en gamme de l'ensemble des entreprises françaises, y compris et surtout les PME. Les pôles de croissance de ces prochaines années se situent avant tout en Chine ou dans d'autres pays émergents. Et la France est mal positionnée pour répondre aux besoins, notamment par rapport à ses concurrents européens. On le savait déjà avant la crise, mais celle-ci révèle et accentue les faiblesses du pays.

Tract confédéral
Décembre 2008

http://www.cfdt.fr/'."/>



Grèce, euro, déficits... Une crise qui nous dépasse ?

Dans quelle crise sommes-nous ?

La crise que nous vivons est le rebond de celle non résolue de 2008.

La crise financière, qui avait démarré en 2007 et connu son paroxysme en 2008 avec la faillite de la banque américaine Lehmann Brothers, s'est peu à peu transformée en crise économique, en crise sociale, puis en crise de la dette.

C'est une crise des dettes publiques. La dette publique grossit régulièrement en France depuis trente ans. Elle s'est fortement amplifiée ces deux dernières années. Elle coûte très cher à tous les citoyens, prive l'État de moyens d'action et handicape les générations futures.

Comment la crise financière s'est-elle transformée en crise de la dette ?

Les difficultés, voire les défauts de certaines banques en 2008-2009, ont eu des conséquences pour l'économie réelle. Le manque de financement de l'économie a entraîné quasiment l'arrêt de l'activité dans la quasi-totalité du monde, ce qui a engendré une crise sociale avec une forte montée du chômage. Pour éviter une récession mondiale durable, les pays développés ont mis en œuvre des plans de relance de l'économie, en même temps qu'ils soutenaient les banques pour éviter l'aggravation de la crise financière. En France, les banques ont remboursé l'État, mais ces plans de relance ont aggravé l'endettement déjà existant.

En Europe, les critères de l'endettement admis pour être dans la zone euro ne sont plus respectés par la plupart des pays.

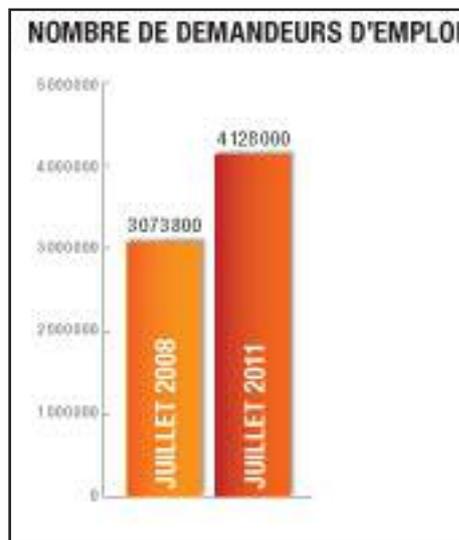
Dès lors les États, dont la France, ont mis en œuvre des plans d'austérité pour résorber leur endettement, provoquant ainsi un ralentissement sévère de l'activité. Cela a aggravé la crise économique et fait plonger les bourses.

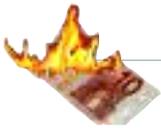
Un cercle vicieux s'est déclenché : la crise économique aggrave la crise des dettes en privant les États de recettes fiscales ; la crise des dettes relance la crise financière en mettant les banques en difficulté puisqu'elles ont prêté de l'argent aux États.

La dette grecque concerne toute l'Europe. Dans la zone euro, du fait de la monnaie commune, les économies nationales sont liées. La défaillance d'un État européen à l'égard de ceux qui lui ont prêté de l'argent, devient le problème de l'Europe entière.

Pris individuellement, les pays européens pèsent peu dans la compétition économique internationale face aux pays émergents. La monnaie commune a permis d'éviter la concurrence entre les pays de la zone euro sur les taux de change et a facilité l'accès aux marchés.

Depuis l'été 2011, l'inquiétude se porte sur la capacité de plusieurs pays européens (Grèce, Italie, Espagne, Irlande...) à faire face au remboursement de leur dette, mais aussi sur la capacité de l'Europe à les soutenir et à enrayer la spéculation. Bien que tous les pays européens empruntent dans la même monnaie, l'euro, les taux auxquels ils empruntent sur les marchés dépendent de la façon dont ces marchés, avec les agences de notation, jugent leurs performances économiques et donc leur capacité à rembourser leurs dettes.





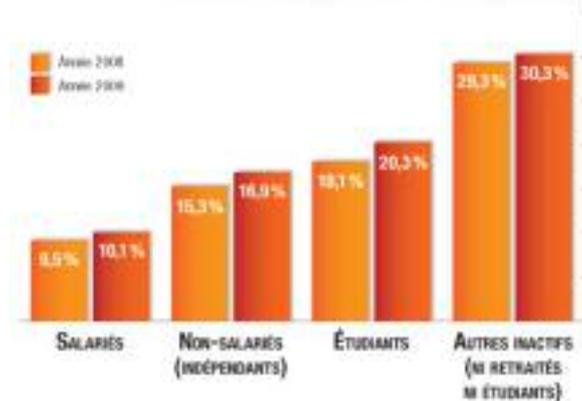
lement élevés qu'à ce jour, elle n'est plus en état de rembourser. Une faillite grecque mettrait peu en difficulté les banques françaises, mais déplacerait la spéculation vers l'Italie, elle aussi très endettée. Compte tenu de ce niveau d'endettement, les banques ne seraient pas en mesure de supporter un défaut de paiement de l'Italie et pourraient faire faillite. Mais il ne faut pas sombrer dans un excès de pessimisme : l'Italie n'est pas dans une situation de récession comme l'est la Grèce ; elle a les moyens de redresser ses comptes.

Sortir de la zone euro est-ce une solution pour la Grèce ? Non. Le rétablissement de la compétitivité de la Grèce ne sera pas résolu par la sortie de l'euro ni par la dévaluation de sa monnaie. Il se fera par la reconstitution de son tissu industriel : ça prendra des années. En attendant, c'est la récession et l'appauvrissement qui attend la Grèce si elle sort de l'euro. D'autant qu'elle devra continuer à rembourser une partie de sa dette en euros, devenue plus chère par rapport à la nouvelle monnaie dévaluée.

Sortir de la zone euro est-ce une solution pour l'Europe ? Non. Le risque de contagion à d'autres pays existe. Les pays hors zone euro dévalueraient leur monnaie, affaiblissant du même coup le pouvoir d'achat de leurs salariés et de leurs épargnants, sans pouvoir modifier à court terme les fondamentaux de leur économie. La concurrence entre pays reprendrait de plus belle par les taux de change entre monnaies, mais aussi par le coût du travail entraînant un appauvrissement généralisé de l'Europe et des salariés européens.

 Syndicalisme Hebdo
Supplément du 6 octobre 2011

PROGRESSION DU TAUX DE PAUVRETÉ ENTRE 2008 ET 2009



Les inégalités s'accroissent.

Ces dernières décennies, les inégalités se sont creusées touchant principalement les deux extrémités de l'éventail social :

- les personnes en grande pauvreté qui ont du mal à en sortir et parfois n'accèdent plus aux mesures censées les aider (par exemple, les centres d'hé-

bergement d'urgence pour SDF, dont le problème n'est pas le nombre mais l'accessibilité) ;

- les 1% voire 0,1% ou 0,01% des personnes aux revenus les plus élevés (cf. les travaux de Camille Landais) : joueurs de foot, patrons du CAC 40, traders...

	Nbre d'adultes	Patrimoine moyen par adulte	Part dans le patrimoine total	Revenu mensuel par adulte	Part dans le revenu total
Population totale	50 millions	182 000 €	100%	2 800 €	100%
Classes populaires (les 50% plus pauvres)	25 millions	14 000 €	4%	1 500 €	27%
Classes moyennes (des 40% du milieu)	20 millions	154 000 €	34%	3 000 €	42%
Classes aisées (les 10% plus riches)	5 millions	1 128 000 €	62%	8 600 €	31%
dont classes très aisées (1%)	0,5 million	4 368 000 €	24%	30 300 €	11%

Source : Piketty et Al.

Une des transformations les plus profondes est certainement le creusement des inégalités par classe d'âge. Il y a quelques années, la pauvreté était massive chez les personnes âgées. Aujourd'hui, on ob-

serve un revenu disponible quasiment égal chez les inactifs et chez les actifs. Alors que le revenu moyen des jeunes a quasi-stagné.

Enfin, le temps partiel subi se développe.

REVENU DISPONIBLE MOYEN PAR MÉNAGE ET PAR ÂGE

	18-24 ans	25-34 ans	55-64 ans	65-74 ans
1999	17 060 €	27 370 €	30 920 €	25 580 €
2009	18 230 €	30 440 €	37 770 €	30 950 €
Écart en euros	1 170 €	3 070 €	6 850 €	5 370 €
Écart en %	+6,9%	+11,2%	+22,2%	+21%

Source : INSEE



AAA, sommes-nous des andouillettes ?

AAA... tention : Rien que le temps d'écrire cet article deux gouvernements méditerranéens s'écroulaient. Espérons qu'au moment où vous poserez les yeux sur ces lignes et graphiques, que ces derniers ne soient pas

complètement démodés. Entre attentisme et brutales accélérations, écrire sur cette crise revient à le faire sur des sables mouvants... en attendant la marée.

D'où viennent ces agences de notation -cette équipe de désosseurs de boudin, version brèves de comptoir- et surtout à quoi servent-elles? Dans un monde qui ne se complait que d'auditeurs et de spécialistes, le système libéral, dans une volonté contradictoire d'instaurer un contrôle dans une logique qui le refuse, inventa des agences notant avec méthode les entreprises qui produisent par notre travail, les banques qui spéculent avec notre argent, mais aussi les Etats qui vivent avec nos impôts (sociétés endettées donc bientôt achetables selon la loi du commerce ?). Là où l'idée devient géniale c'est qu'il appartiendra à l'entreprise ou à l'état audité de payer l'agence pour prouver à ses futurs clients ou créditeurs que ses comptes sont sains ; l'impartialité de ces agences étant confirmée par le fait qu'elles n'hésiteront pas à plomber leur propre client...

Notons -si, si, nous aussi pouvons le faire- que ces agences ont au moins failli par deux fois : l'affaire Enron où ses brillantissimes économistes n'ont pas vu, ou pas voulu voir, l'escroquerie et l'affaire des subprimes qui a déclenchée la crise de 2008.

Mais en regardant de plus près, nous nous apercevons que triple A ou pas, l'Allemagne bénéficie d'une meilleure reconnaissance des prêteurs que la France. Les agences ne rassurent pas les prêteurs. Nous sommes dans une guerre économique. Plus loin, une présentation des quatre agences montre que la Chine gagne actuellement le combat. Son agence est Dagong et la conquête du monde sera à la hauteur de l'humiliation qu'elle a subi depuis deux siècles.

Clémenceau, le célèbre tigre de 14-18, avait une formule pour expliquer la politique aux candides : *"La politique, c'est comme les andouillettes : ça doit sentir la merde, mais pas trop."* Sûrement la raison pour laquelle nos géniaux économistes ont choisi l'AAA comme meilleure note de leur cotation.

Honnêtement, nous avons d'autres soucis que d'uniquement sauvegarder le droit de creuser notre dette d'état à moindre coût. Est-ce que la dette a un sens dans les pays du tiers monde que des spéculateurs affament pour améliorer leur cours de bourse ? La dette n'est-elle pas un problème de riche ? Notre problème à nous salariés du privé est-il la dette ou la désindustrialisation ? Quel est l'avenir de la population que nous sommes sensés défendre ? Quelle doit être notre priorité ? Les problèmes sont-ils liés ? La dette est-elle soluble dans notre pouvoir d'achat ?

La crise des uns ne ressemble pas à celle des autres, même en Europe. Nous devons aussi comprendre que la crise économique a quelque chose de plus irrationnel dans la pensée des peuples. Les allemands, marqués par la dépression de 28, ne supportent pas de voir leur monnaie se dévaluer, alors que nous, nous n'avons plus le souvenir dans notre inconscient communautaire des files de chômeurs devant les soupes populaires. Nous avons vu le gouvernement grec licencier son état major par souvenir du coup d'état des colonels de 1967... Devons-nous suivre les fantasmes des allemands ou tenter de résoudre nos propres phobies ?

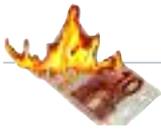
Notre croissance n'a pas produit les mêmes espoirs. La crise n'a pas

Pour la petite histoire, le cabinet de notation Andersen Worldwide, accusé d'être impliqué dans des fraudes comptables, fut démantelé suite au scandale Enron. En France, son ex président, Aldo Caroso, donateur "gold" de l'UMP, est désormais médiateur du gouvernement Sarkozy comme par exemple dans l'affaire Safran Thalès. Rappelons aussi qu'il employait un dénommé Eric Woerth

les mêmes effets selon les pays. Par exemple en Espagne, il n'y a pas qu'un problème d'emploi et de ressources, mais aussi une crise de l'immobilier.

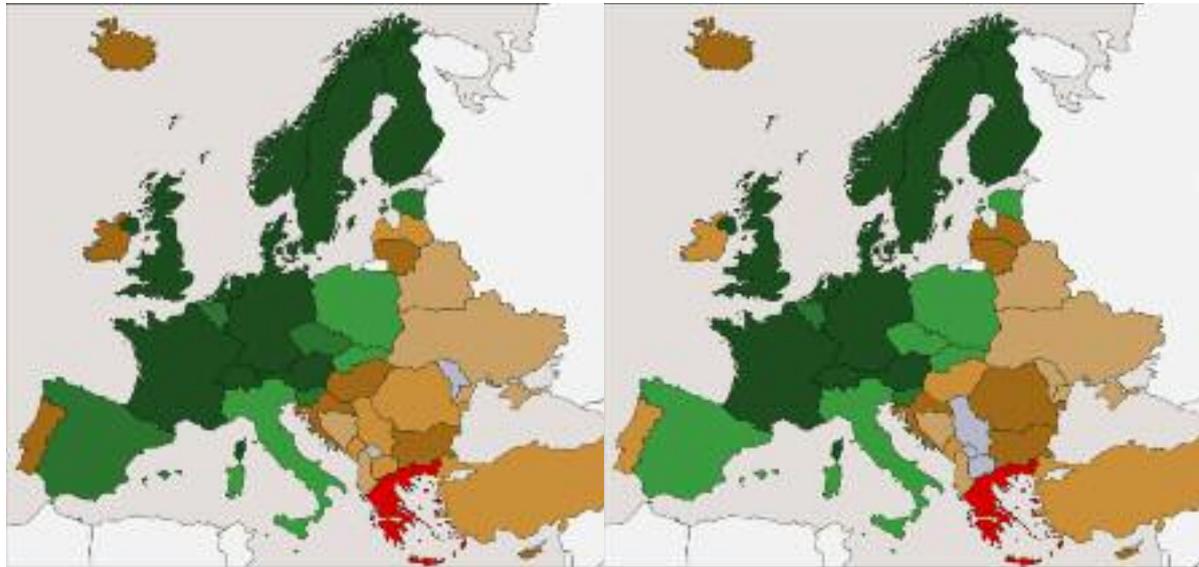
Ceci constaté, il y a des données sinon communes, du moins mondiales : le creusement exponentiel des inégalités depuis 50 ans (des riches "trop" riches qui spéculent et par là accroissent les inégalités et les risques), la désindustrialisation et la dépendance aux importations en provenance des pays émergents, la stagnation économique dans les pays développés, la montée de l'endettement privé et public, le chômage de masse et la pauvreté.

Sur le vieux continent, la gouvernance européenne est remise en cause au point que se pose la question de la survie de l'Euro et des risques du repli de chaque nation sur elle-même, faisant exploser un rêve issu des douleurs de la seconde guerre mondiale. La situation financière des pays européens s'éclaire aussi par le fait que l'Europe est sans ressort de croissance. Les divergences de trajectoires économiques se sont accentuées alors que l'on escomptait une convergence des pays européens.



Regardons le jugement des agences de notations sur l'Europe.

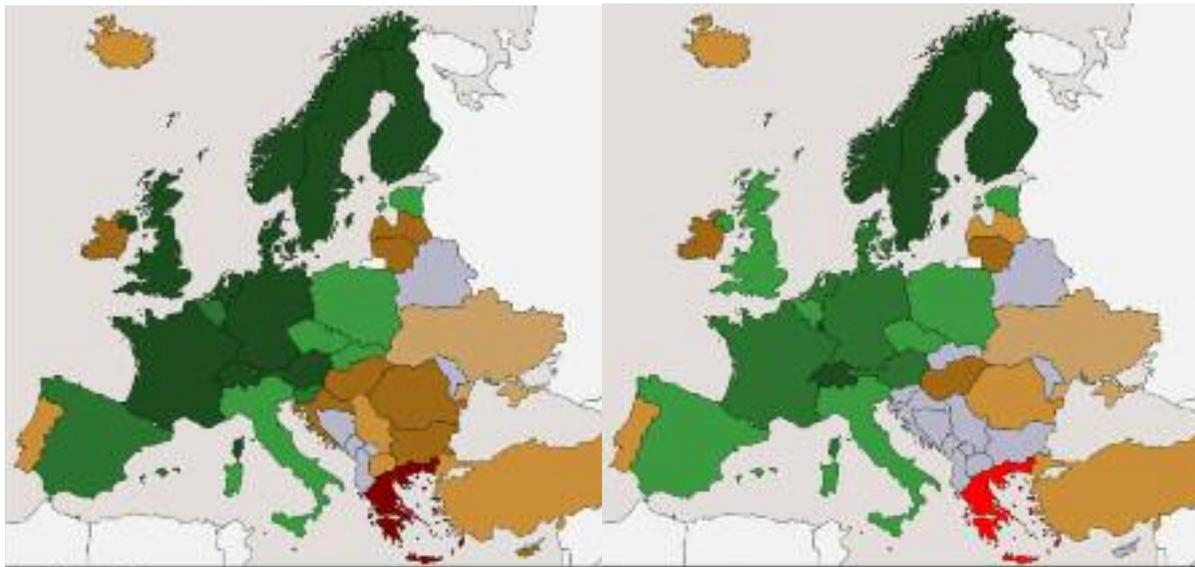
Notation financière à long terme des États européens par quatre agences



Standard & Poor's

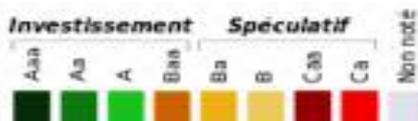
Agence américaine Moody's

Agence américaine



Fitch Ratings

Agence franco-américaine Dagong Global Credit Rating Agence chinoise



Auteur : Sébastien

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Notation_financière

24 novembre 2011

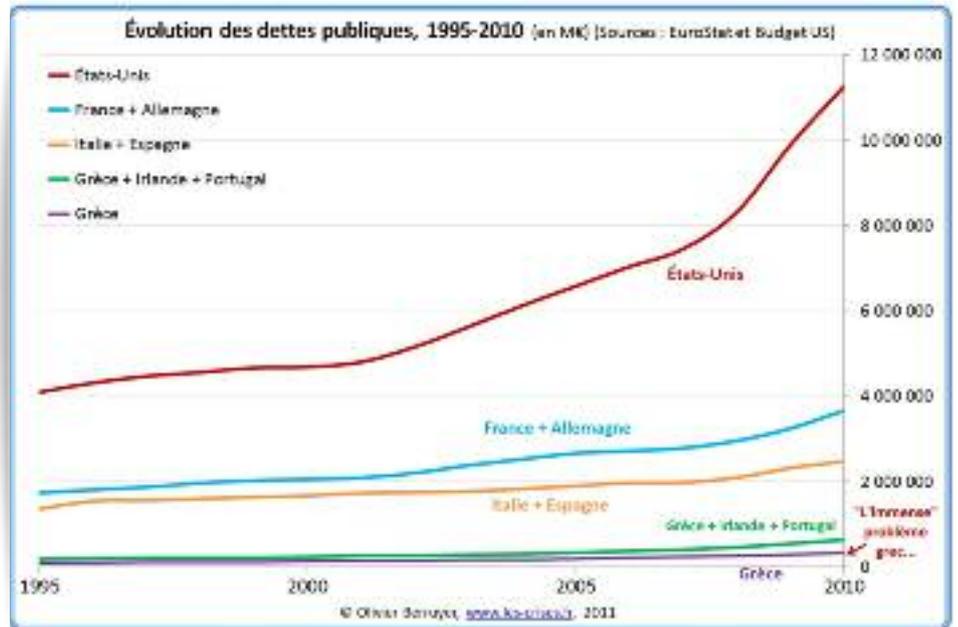
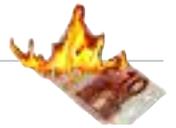


Dans son premier rapport sur la qualité de signature des États, l'agence de notation chinoise Dagong juge que la France n'est plus digne du AAA que lui accordent Moody's, Fitch Ratings et S&P. Elle est ainsi rétrogradée à AA ? Avec perspec-

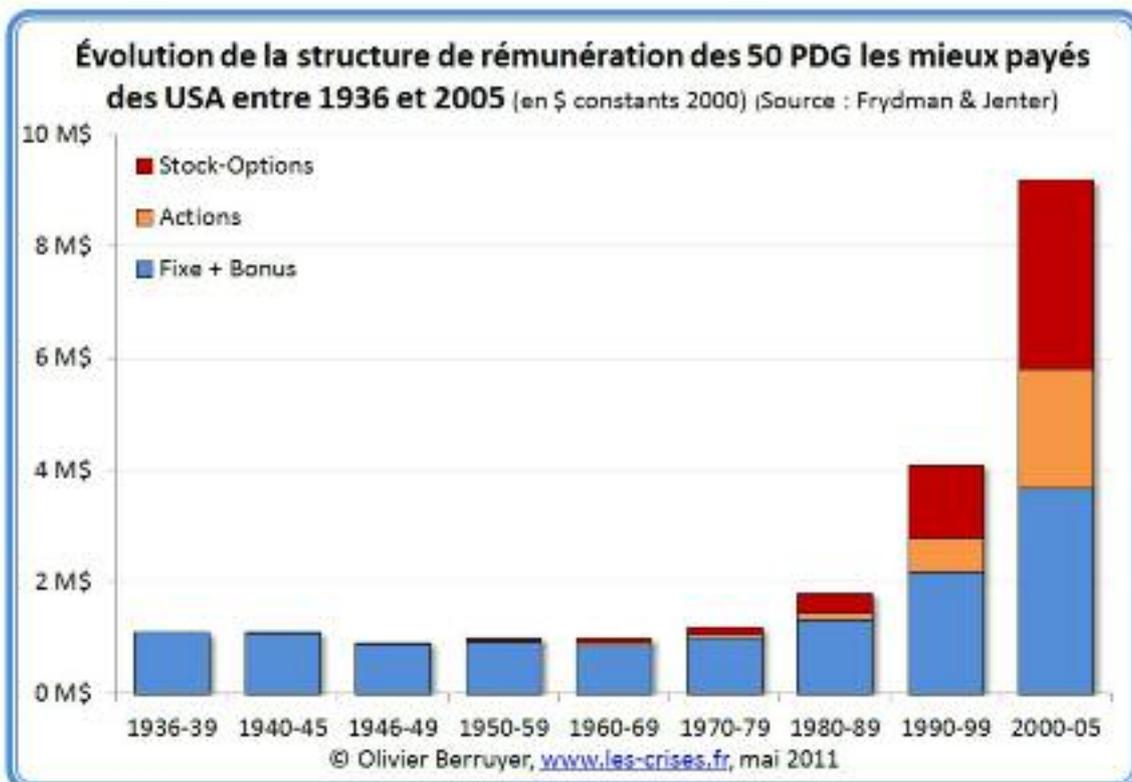
tive négative, au même niveau que le Japon, la Corée du Sud et le Royaume-Uni, qui perd lui aussi son AAA. Egalement notés AAA par les grandes agences, les États-Unis et l'Allemagne se voient respectivement affublés d'un AA et d'un AA+. "L'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et le Canada sont tous soumis à des pressions budgétaires", sou-

ligne l'agence. La Norvège, l'Australie, le Danemark, le Luxembourg, la Suisse, Singapour, et la Nouvelle-Zélande sont les seuls pays notés AAA par les grandes agences internationales à conserver leur note selon la grille de Dagong. La Chine, elle, est dotée d'un AA+.

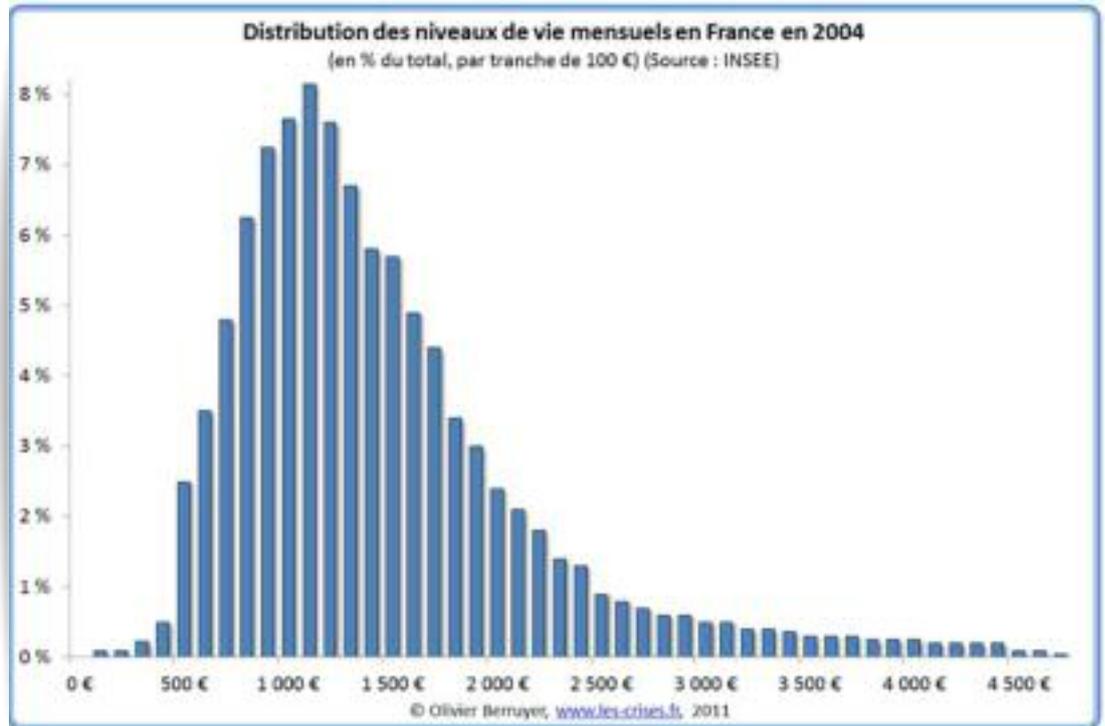
16 juillet 2011



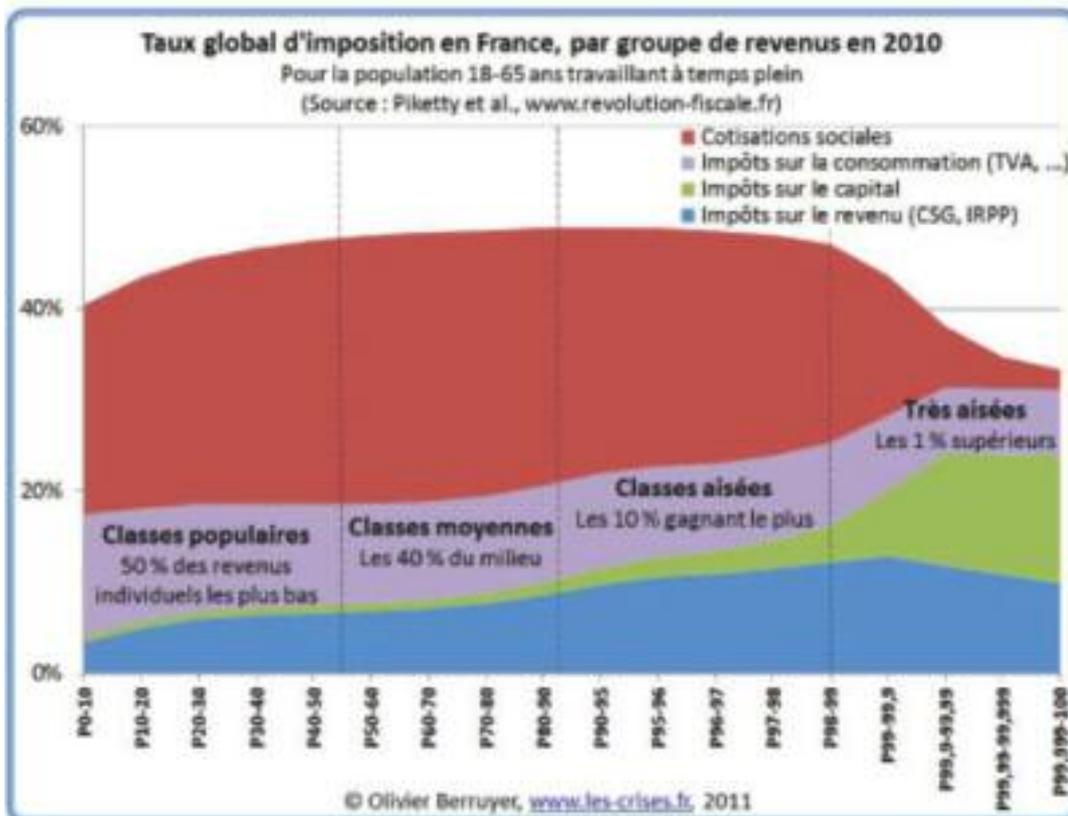
Si nous ne raisonnons qu'en endettement, regardons ce graphique pour nous convaincre que ce n'est pas sur ce point que l'on juge la puissance d'un état.



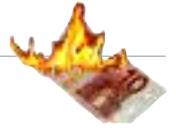
Ce n'est pas non plus sur sa capacité à rendre ses concitoyens plus égaux, pas uniquement en droit juridique, mais aussi en équité de ressources.



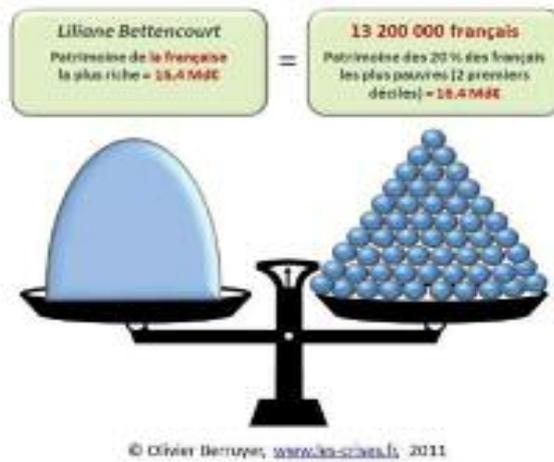
Ce graphique est éloquent, mais il ne doit pas nous faire oublier nos propres dérives en France. Répétons-le, jamais les inégalités n'ont été aussi fortes, jamais autant de richesses n'ont été concentrées dans les mains de si peu de personnes. La crise n'est pas égale pour chacun et les réponses du gouvernement Fillon épargnent ceux qui peuvent donner sans souffrir. Même si déposséder les plus riches ne donnera pas plus de moyens aux plus pauvres, il y a des iniquités intolérables. Nous devons le dire.



Sans plus de commentaire...



En tant que syndicalistes, nous devons nous poser des questions, trouver des propositions pour pouvoir les relayer auprès des populations que nous défendons et les faire entendre à nos dirigeants. Nous ne devons pas laisser les économistes régler les problèmes qu'ils ont en partie causés à notre place. Ils ressemblent trop à la blague de Coluche : *"Nous laissons les économistes s'occuper du Sahara, dans deux ans ils rachètent du sable."*



Nous devons aborder toutes questions, sans langue de bois, sans pensée unique. Peut-on réguler la finance ? Détruire les paradis fiscaux ? Faut-il réduire la dette, comment et à quel prix ? Au prix de notre pouvoir d'achat, de nos emplois ? Nous sommes là pour rappeler que si le système veut survivre, il faudra qu'il mette de l'équité dans la distribution des richesses et de la morale dans le libéralisme et la mondialisation.

Nous sommes aussi fondés pour appréhender l'avenir de notre société. Après la chute du mur de Berlin, nous assistons à un nouveau basculement du monde. C'est la fin du leadership américain. Une nouvelle géographie économique et politique se constitue. La Chine deviendra-t-elle le nouvel empire do-

minant ? Se partagera-t-elle avec l'Inde la gouvernance mondiale ? D'autres interviendront-ils ? Nous risquons de vivre une ère dangereuse.

Tout s'emballer rapidement...trop rapidement. Quels sont les scénarios envisageables si l'Euro ne survit pas à la crise actuelle ? Que signifie "démondialiser" ? Le protectionnisme est-il possible ? Ses conséquences, son prix. Voici aussi les questions que nous ne devons pas éluder.

Peut-on retrouver une croissance plus forte et soutenable ? A quelles conditions ? Quelles stratégies économiques sont envisageables ? Le défi environnemental et la croissance durable sont-ils une opportunité ?

La question de la compétitivité est posée dans chacun de nos débats depuis des années. Nous pouvons constater que l'Allemagne a su garder une industrie (malgré, voire peut-être grâce au terrible effort de sa réunification) alors que, depuis Tchuruk d'Alcatel (entre autre, inventeur et profiteur des parachutes dorés), nos patrons français n'ont cessé de plaider pour une entreprise sans usine. Aujourd'hui, à force de délocalisations aucunement réfléchies et encore moins maîtrisées, nous avons une France sans usine mais aussi bientôt sans entreprise. Ces choix financiers à court terme plutôt qu'industriels ne menacent plus l'avenir des futures générations, elles brisent actuellement l'entrée dans le monde du travail de ceux qui ont l'âge d'y accéder.

A la CFDT, particulièrement dans la métallurgie, nous sommes convaincus que l'industrie est au cœur d'une stratégie possible. La ré-industrialisations de la France sera une des batailles à mener prochainement. C'est pourquoi nous vous invitons à en débattre au conseil central de décembre pour proposer et agir.

Parce que décidément, non, nous ne sommes pas des andouillettes !

 Pascal Jourde



Tous les graphiques et illustrations sont extraits du blog d'Olivier Bermyer : www.les-crisis.fr, et publiés ici avec son aimable accord.



Les indignés : L'insurrection pacifique

Le fond et la forme

Inspirés par les révoltes du "printemps arabe", ces mouvements surprennent dans les pays dits démocratiques, et débordent les forces politiques traditionnelles. Dans tous les médias, même particulièrement frileux en France, on présente le mouvement comme une mobilisation planétaire anti-austérité ou anti-Wall Street. Bien évidemment les indignés sont contre ces politiques néfastes pour les populations, mais ils revendiquent surtout autre chose : Ils demandent et proposent un nouveau système : la démocratie réelle, censée remplacer ce qu'ils nomment l'oligarchie mondiale, découlant des systèmes électoraux mêlés au système économique capitaliste.

Le mouvement des Indignés est une série de manifestations pacifiques spontanées qui ont débuté en Espagne en mai 2011. Relayées par les réseaux sociaux, plusieurs dizaines de milliers de personnes se mobilisent. Le nom des indignés a été inspiré par le titre du manifeste *Indignez-vous !*, écrit par Stéphane Hessel, ancien diplomate et résistant français, secrétaire de la commission qui élabora la déclaration universelle des droits de l'homme. Ce mouvement inédit par son ampleur et ses revendications se poursuit encore actuellement. Régulièrement, des manifestants ou des organisations se revendiquent des Indignés.

Au fil des mois le mouvement s'est développé à l'étranger. En effet, la communauté espagnole immigrée a organisé des manifestations et des campements de soutien dans des centaines de villes de par le monde. Des mouvements similaires sont donc apparus sur le globe (États-Unis, Canada, Australie, Japon, Philippines, Corée du Sud ; et en Europe notamment au Portugal, en France, en Alle-

magne, en Grèce, Italie, Belgique et en Angleterre). Les mobilisations se développent peu à peu jusqu'à l'organisation d'une journée mondiale des Indignés. Elle eut lieu le 15 octobre 2011. Cette journée, appelée aussi "*journée mondiale de la colère*", sous le mot d'ordre : "*Tous ensemble pour un changement mondial*", a marqué par l'ampleur de son adhésion. Les manifestations ont eu lieu dans 951 villes de 82 pays !

Ce mouvement se caractérise par quelques spécificités :

- Le mouvement est a-partisan et citoyen, il n'est pas lié à une organisation syndicale ni à un parti politique.
- Le mouvement, selon les propositions qu'il amène, ne peut pas se situer sur l'échiquier politique. Il s'agit donc d'un mouvement voué à rassembler des citoyens de différentes sensibilités.
- C'est la première fois qu'un mouvement d'une telle ampleur dénonce les systèmes politiques et économiques.
- C'est un mouvement qui a connu une exportation rapide et de grande ampleur malgré le silence des médias.
- Il est le mouvement social le plus important en Espagne depuis la chute du franquisme.
- L'organisation complexe est efficace malgré la spontanéité du mouvement.

Les indignés en général, se sont désolidarisés publiquement des divers incidents qui se sont produits pendant ces manifestations. La démocratie directe est appliquée dans le mouvement, des assemblées populaires sont organisées, des outils informatiques participatifs sont utilisés, coordonnant et fédérant les centaines d'assemblées et d'organisations démocratiques d'indignés à travers le monde.

Revendications

Bien que les manifestants forment des groupes assez hétérogènes, ils ont en commun un désaveu des citoyens envers la classe politique et revendiquent :

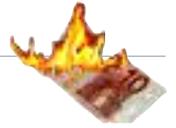
- Réformer le système économique et financier ;
- Lutter contre l'austérité ;
- Lutter contre la corruption ;
- Réformer les systèmes politiques ;
- Se rassembler ;
- Donner une place médiatique aux citoyens ;
- Faire une révolution citoyenne ;
- Exiger et créer de véritables démocraties ;
- Entamer une prise de conscience sur la nature oligarchique des systèmes politiques.

Les indignés en France

Les premières manifestations de soutien aux Espagnols voient le jour le jeudi 19 mai (3000 personnes ce soir-là sur la place de la Bastille). Dans plus d'une cinquantaine de villes, des manifestations et des rassemblements de personnes ont lieu. Des campements voient le jour dans plus d'une dizaine de villes (Paris, Lyon, Toulouse, Poitiers,



Stéphane Frédéric Hessel, né le 20 octobre 1917 à Berlin, diplomate et militant politique français est également écrivain et poète. Combattant de la France libre, déporté à Buchenwald, a été secrétaire de la commission ayant élaboré à l'ONU la Déclaration universelle des droits de l'homme.



Bayonne). La plupart du temps, il n'y a pas de campements en raison de l'opposition de la police, des institutions, ou de la faiblesse de la mobilisation. Le plus grand rassemblement d'indignés français à ce jour s'est déroulé sur la place de la Bastille où 3000 personnes se sont réunies le 29 mai 2011. Elles ont été expulsées avec violence par la police le soir même. Depuis cette date, les Indignés parisiens sont empêchés de circuler, de photographier, de filmer, de se rassembler, de manifester, de s'exprimer librement, de camper dans l'espace public. Surveillés, suivis, encerclés, ils sont dispersés régulièrement par la police. Cette situation discriminatoire de surveillance et d'interventions policières démesurées les dépossède de leurs droits, suscite leur marginalisation, leur criminalisation, génère un gaspillage de l'argent public par une mobilisation excessive des services de police. Un recours en référé liberté auprès du Tribunal Administratif de Paris leur permettra de reprendre la place de la Bastille, symboliquement et momentanément du 14 au 17 juillet 2011.

Ceci dit, il semble qu'en France le mouvement des indignés soit moins mobilisateur qu'à l'étranger. Les économistes positionnent la France par rapport à une crise économique ressentie, certes, mais pas au même niveau que dans certains



AFP Joel Saget

pays. Les jeunes diplômés par exemple ont une période précaire avant d'accéder à l'emploi, moins longue qu'en Europe du Sud, où le chômage est plus élevé chez les diplômés que les non-diplômés. Le taux de chômage atteint 45% chez les jeunes Espagnols alors qu'il est de 23% en France, ce qui ne doit pas masquer le désespoir de nos étudiants surdiplômés, qui remplissent chaque jour un peu plus les rangs des laissés pour compte. Par ailleurs, les présidentielles prochaines captent l'attention médiatique et sociale, et le refus d'entrées syndicales dans le mouvement par les indignés ralenti de fait la mobilisation par manque de structures coordonnées et communicantes. L'indignation française passera d'abord par les urnes.

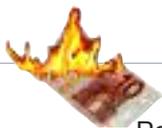
Les syndicats

Justement, les syndicats face aux indignés s'observent et gardent leurs distances. Même si les indignés ont besoin des salariés et des réseaux militants, le mouvement se veut toujours spontané, hors syndicats et non partisan. Le mouvement est fortement suspicieux à l'égard des OS. Pourtant, nombre de revendications convergent, mais la réticence demeure par peur de "récupérations". Pour autant c'est à nous syndicalistes de réfléchir pourquoi il y a toute une jeunesse que nous n'arrivons pas à toucher et aussi pour quelles raisons ils n'adhèrent pas aux réponses que nous leurs proposons. Les syndicats avouent néanmoins être submergés par les politiques qui pressurent tous les secteurs et obligent les organisations à se concentrer sur certaines priorités, comme s'insurge une syndicaliste de la CFDT, un brin lassée par le discours antisyndical : *"Notre action reste efficace et obtient régulièrement des résultats"*.

Indignés "presque parfaits" ?

En France les mouvements sociaux sont en général pris en main par les syndicats, parfois par certains partis politiques, ou associations. Les indignés ont refusé que les syndicats se joignent à eux, préférant un mouvement spontané.

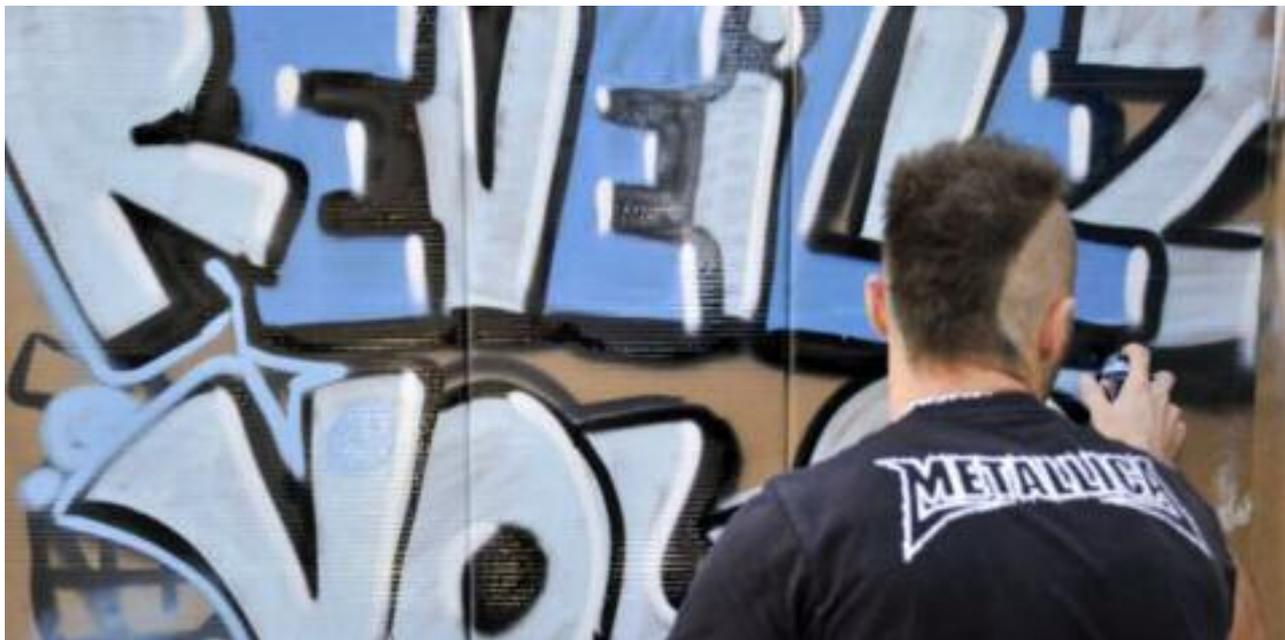




Pourtant peu à peu les indignés tendent à arrondir les angles dans leurs rapports avec les diverses organisations, admettant que ces positions ont ralenti la mobilisation et la contestation dans la rue. Mais le mouvement ne semble pas essoufflé pour autant ; on sait qu'en

a matière à s'indigner, comme ces millions d'indignés qui l'ont manifesté, s'opposant à ce monde injuste et inégalitaire, où la précarité s'accroît pendant que la finance domine la planète au profit exclusif de 1% de la population. Quelques signes forts ont renforcé les motivations à conti-

Cependant, il est clair que bon nombre de revendications émises par les indignés sont communes aux altermondialistes ou autre groupement politique comme ATTAC. C'est pour cela que lors du "contre sommet" du G20, organisé à Nice du 1er au 4 novembre, en parallèle du G20



AFP Boris Horvat

France les mobilisations prennent du temps. J'en veux pour preuve le souvenir du CPE qui mis deux mois à décoller avant de rencontrer une adhésion populaire conséquente. Par ailleurs, au vu des nouvelles annonces du gouvernement Fillon il y

nuer, tel le soutien du français JC Trichet, le patron de La Banque Centrale Européenne (qui a fini son mandat le 30 octobre dernier), ou encore de José Manuel Baroso (président de la Commission Européenne) qui estime que le mouvement des indignés est la conséquence de ce qui se passe dans le secteur financier, raisonnement abondé en partie par le président de L'UE, Herman Van Rompuy.

officiel de Cannes, on retrouvait parmi les 12000 manifestants, des indignés bien sûr, mais aussi des altermondialistes de tous bords comme ATTAC, BIZI, LDDH, MRAP, FIDH, Greenpeace, Amnesty, etc., mais aussi tout le chapelet des organisations de gauche dites radicales citoyennistes. Dans ces conditions on peut comprendre les craintes de ces indignés à l'égard de toute forme de récupération. Déjà, des amalgames se créent et on entend les mêmes reproches faits aux indignés et aux altermondialistes comme le nationalisme, alors que nos indignés revendiquent plutôt une forme de néo-internationalisme, ou encore la mise en place de la Taxe Tobin, cheval de bataille du groupe Attac.

Certes, le mouvement des indignés intervient dans un contexte favorable à l'émergence de forces contestataires pouvant évoluer vers une remise en cause du système capitaliste. Les uns parlent d'un électrochoc qui va réveiller l'humanité contre les injustices et les inégalités, générant ainsi un système d'ordre mondial qui atténuera l'exclusion et la misère. D'autres évoquent une révolution qui se prépare... Il est indéniable que ce mouvement, si il perdure, peut avoir des conséquences sur les politiques économiques des pays que l'on disait "riches", il n'y a pas si longtemps.

Conclusion

Une chose apparaît certaine : l'indignation n'est ni de droite ni de gauche. L'intelligence de ces nombreux indignés ne serait-elle pas d'élever une troisième voix pour

ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

BIZI : Le mouvement Bizi a pour cadre d'action principal le Pays Basque nord et s'inscrit pleinement dans la mouvance altermondialiste internationale

LDDH : Ligue Djiboutienne des Droits Humains

MRAP : Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

FIDH : Fédération Internationale des Droits de l'Homme



Reuters

Nous sommes les 99%

Slogan, qui fait allusion à la proportion de la population qui subit la crise financière et s'appauvrit en conséquence. Par opposition, le 1 % restant représente les PDG des grandes banques et les responsables politiques qui les soutiennent. Ces *indignés* américains s'attaquent à ce qu'ils considèrent comme les dérives et les conséquences du *système* : abus de Wall Street, influence des lobbys et de l'argent dans le processus démocratique, inégalités sociales grandissantes, taux de chômage élevé, destruction de l'environnement...

conspuer cette bipolarisation politique qui anesthésie trop souvent l'innovation sociale, politique et économique et ce, au final, dans tous les pays.

Le chômage augmente tout azimut, plusieurs millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté. Les étudiants, les retraités, les familles mono-parentales et même bon nombre d'actifs sont dans l'obligation de faire appel à des associations pour se nourrir. Le pouvoir d'achat des salariés n'a jamais été aussi bas. Le logement devient problématique, les soins de santé aléatoires... Évidemment, la faute, on la connaît, et l'on nous rebat assez les oreilles avec la crise, mais aussi la mondialisation financière, sans oublier le réchauffement de la planète ! Mais si ces processus n'étaient pas

une fatalité inéluctable ? Et si les indignés avaient raison ?

Alors je pense qu'il est de notre devoir de syndicalistes de les encourager, à défaut de les accompagner plus largement qu'à titre individuel. Mais nous devons aussi expliquer ce qui, selon nous, risque de les faire retomber dans les impasses que nous connaissons parfois : les illusions, les malentendus, les fausses promesses, etc.

**Mieux vaut indignation
que résignation.**

 Thierry Saintot

La taxe Tobin

Suggérée en 1972 par le lauréat du prix Nobel d'économie, James Tobin, consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de ne plus inciter à la spéculation à court terme. Le taux choisi serait faible de 0,05 % à 1 %.



Conseil Central de MASSY

Du 14 décembre 2011

Bourse du Travail - Massy

ORDRE DU JOUR

- 9 h 00** Accueil
- 9 h 30** Présentation de la journée par Yves Le Floch
- 9 h 35** Présentation et débat sur "la crise, mon entreprise et moi" par Michel Fourgeaud, avec l'intervention de Jacques Bass, économiste, et les témoignages de salariés
- 12 h 00** Information sur la mise en place de la nouvelle communication par Pascal Jourde
- 12 h 20** Information sur la formation par Yvon Hemelsdaël

- 12 h 30** Buffet

- 13 h 45** Présentation de la nouvelle organisation juridique par Jean-Paul Morin
- 14 h 00** Intervention sur les référents de sections par Gérard Mantoan
- 14 h 30** Situation financière et certification des comptes par Christian Brossard
- 15 h 15** Intervention sur le développement par Marie-Claude Massiera
- 15 h 30** Intervention de clôture du conseil par le Secrétaire Général
- 16 h 00** Fin du Conseil

Portrait

Qui est Jacques Bass ?

Ancien professeur d'économie à Marseille, Jacques a adhéré à la CFDT en 1974.

Secrétaire du SGEN de 1977 à 1981, il sera chargé d'études auprès de l'URI PACA de 1981 à 1986.

En 1986, Jacques est nommé secrétaire confédéral au service économique, puis au service ARES jusqu'en 2003. Parallèlement et durant dix ans

il sera rédacteur en chef de CFDT-Aujourd'hui.

Retraité depuis 2004, il poursuit des activités bénévoles avec la FGMM contribuant à la brochure sur la mondialisation ainsi qu'à la toute dernière sur la compétitivité.

Il est également membre du CA de l'Association des lecteurs d'Alternatives-Economiques.

Par ailleurs formateur et intervenant, c'est à ce dernier titre que le Symétal a le plaisir de l'accueillir lors de son conseil central de fin d'année.



CFDT



Les valeurs de la CFDT

Démocratie identité même de la CFDT, placée au cœur de notre sigle. C'est le droit fondamental à l'expression et une démarche de participation à la prise de décision. Laïque, la CFDT rassemble ses adhérents et militants dans une dynamique de débat permanent au-delà de

toutes différences d'origine, de nationalité, de confessions religieuses et bien sûr d'opinion. De même, au sein de l'entreprise et de la société, la démocratie doit garantir à tous la possibilité d'être acteur de l'amélioration de ses conditions de travail et de vie.

Autonomie L'indépendance de pensée et d'action est inconcevable si la CFDT est tributaire de ressources extérieures. Elle s'appuie donc sur un syndicalisme d'adhérents. Par leurs cotisations, les membres garantissent l'indépendance de la CFDT, et son autonomie.

Vos contacts

Massy

14 rue du chemin des Femmes
91300 MASSY
Tél : 09 61 00 00 02
contact@symetalcfdtf.fr
www.symetalcfdtf.fr

Michel Fourgeaud

Yves Le Floch

Gérard Mantoan

Daniel Escalle

Christian Brossard

Sossi Koukourahlian

Thibaut Doumergue

En fonction du sujet abordé :

contact@symetalcfdtf.fr
designation@symetalcfdtf.fr
juridique@symetalcfdtf.fr
formation@symetalcfdtf.fr
adhesion@symetalcfdtf.fr
campagneorg@symetalcfdtf.fr
tresorerie@symetalcfdtf.fr
webmaster@symetalcfdtf.fr

Antenne de Boulogne Billancourt

245, boulevard Jean Jaurès
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Tél : 01 46 09 02 30
contact.boulogne@symetalcfdtf.fr

Stéphanie Collet

Antenne de Créteil

Bourse du travail - bureau 603
11, rue des Archives
94010 CRÉTEIL
Tél : 01 43 99 54 02
contact.creteil@symetalcfdtf.fr

Stéphanie Collet

Antenne d'Évry

12, place des terrasses de l'Agora
91000 ÉVRY
Tél : 01 60 78 33 74
contact.evry@symetalcfdtf.fr

Delphine Parant

Antenne de Trappes

301 avenue des Bouleaux
78190 TRAPPES
Tél : 01 30 51 70 23
contact.trappes@symetalcfdtf.fr

Delphine Parant

UPSM

7/9, rue Euryale Dehaynin
75019 PARIS
Tél : 01 53 38 48 48

Marie-Hélène Tiné

upsm.mh.tine@wanadoo.fr

Sossi Koukourahlian

upsm.compta@wanadoo.fr

Anne-Marie Stroeymeyt

ifeas@wanadoo.fr

Laetitia DEFOSSE

juridique@symetalcfdtf.fr

Jocelyne HUTWOHL

upsm.secretariat@wanadoo.fr

